



### **Note détaillée présentant la position de France Nature Environnement sur le projet de pacte de territoire de Gardanne Meyreuil 13**

Le 5 octobre prochain va être présenté, en préfecture de région Provence Alpes Côte d'Azur, le contrat de territoire de Gardanne, Meyreuil qui accompagne la fermeture de la tranche charbon de la centrale de Provence.

Nous prenons acte de cette volonté du gouvernement de fermer les centrales à charbon.

Par contre, ce projet de territoire, prévoit sur le site de la centrale des projets dangereux, nuisibles pour la santé et l'environnement et cela à proximité de zones résidentielles. À savoir :

- La mise en service de la centrale biomasse qui va brûler 850.000t/an de bois et 130.000t/an de chardon
- Une scierie de 50.000t/an de bois
- Des unités de production de 100.000t/an de méthanol et d'hydrogène.
- Divers autres activités de traitement et recyclage de déchets

Pour ce qui concerne la méga centrale biomasse, Vous comprendrez notre stupéfaction, de constater que le gouvernement, dont vous faites partie, continue à soutenir ce type de méga centrale, qui est reconnu comme ne correspondant pas, du fait de l'urgence climatique, aux critères de développement des énergies renouvelables et de protection de la biodiversité et de la forêt.

Cette centrale bois qui aurait dû contractuellement produire de l'électricité, à raison de 7000 h /an, n'a pas fonctionné depuis 2017. Cette situation de non-respect des termes du contrat initial aurait dû normalement conduire à sa rupture.

Au lieu de cette position, nous venons d'apprendre que le gouvernement négocierait des remises de pénalités que Gazel énergie aurait dû normalement payer pour non-respect du contrat initial. Information confirmée en sous-préfecture d'Aix en Provence en septembre 2020.

Vous comprendrez aussi sur ce point notre stupéfaction.

Comme vous le savez, nos fédérations régionales AURA et Provence Alpes Côte d'Azur en lien avec les fédérations départementales, les associations locales et les diverses organisations concernées combattent ce projet depuis son origine et cela sans être entendu. Cela, malgré les propositions présentées en préfecture de région Provence Alpes Côte d'Azur en juillet 2019 pour un aménagement durable de ce territoire qui présente de très forte potentialité.

La mise en service de cette activité biomasse est à l'origine de nuisances sonores qui sont insupportables pour les riverains et d'émissions de gaz à effet de serre, de poussières, de polluants divers et cela à proximité d'une zone urbanisée implantée dans un secteur faisant déjà l'objet d'un niveau très élevé de pollution de l'air.

Les prélèvements de bois seraient effectués dans un rayon de 400 km autour de la centrale, sans évaluation préalable de leurs impacts sur la biodiversité.

Ils seront de plus effectués dans la forêt méditerranéenne qui subit déjà des prélèvements importants et qui va connaître des modifications majeures du fait du changement climatique. Alors qu'il est manifeste que ces prélèvements de bois vont provoquer des atteintes irrémédiables à cette forêt.

D'un point de vue énergétique, cette centrale est d'autant plus inutile car des solutions alternatives au problème de péninsule électrique ont été mises en place à travers deux lignes enterrées. Ainsi, cet argument pour justifier la méga centrale ne tient plus.

Qui plus est, les objectifs de transition énergétique, remis en avant dans le plan de relance, vont entraîner la réduction des consommations d'énergies, notamment du fait de l'isolation des bâtiments, de l'efficacité énergétique.

Par ailleurs, en raison du prix contractuel de rachat de l'électricité produite par la centrale biomasse, deux à trois fois les prix du marché, les prélèvements de bois pour alimenter la centrale vont complètement déstabiliser le prix du bois et donc la filière bois.

Filière qui est confrontée à un vrai besoin de restructuration et de renforcement.

Notamment pour le développement des usages nobles dont la production de bois d'œuvre.

Développement qu'il est indispensable d'inscrire dans le cadre d'une gestion locale, durable, globale et concertée de la forêt méditerranéenne prenant en compte notamment les propositions du rapport : « Forêt en crise ; 21 propositions pour la forêt » présenté par 6 ONG dont France Nature Environnement.

Pour l'ensemble de ces raisons nous demandons l'arrêt immédiat et définitif de cette méga centrale bois.

Pour ce qui concerne les autres unités industrielles prévues par le pacte de territoire (scierie, unités de production de méthanol et d'hydrogène), dont il est manifeste que la motivation de leur implantation sur le site de Gardanne Meyreuil répond à une volonté de « verdier » la centrale biomasse, ces unités amèneraient de nouvelles nuisances et pollution et du fait de leurs dangers, feraient l'objet d'un classement Seveso.

Comment est-il possible de proposer l'implantation d'usines dangereuses à proximité immédiate de zones fortement urbanisées ?

Alors que le principe de précaution consiste justement , notamment après les explosions de l'usine AZF de Toulouse , de Beyrouth et de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de tenir compte de l'exposition des populations aux risques industriels et technologiques particulièrement en mettant en œuvre la première des précautions qui consiste à ne pas installer les activités industrielles dangereuses à proximité immédiate des zones urbanisées.

Nous ne contestons pas l'intérêt de développer la filière hydrogène sous réserve qu'elle soit sécurisée et qu'elle utilise de l'énergie renouvelable non carbonée. Ce qui n'est pas le cas pour le projet du pacte de territoire.

Enfin nous soulignons le fait, que contrairement aux autres projets dangereux et nuisibles du contrat, les mesures positives du pacte de territoire permettant d'aller dans le sens des économies d'énergie et d'une mobilité douce ne font l'objet d'aucun financement spécifique affiché dans le pacte. Ce qui conduit ces opérations à émarquer sur les financements prévus par ailleurs, au même titre que toutes les opérations de même type engagées au plan national et local ce qui ne garantit en aucun cas la possibilité de réaliser ces actions.

Dans ce contexte, nous vous demandons Madame la Ministre de mettre tout en œuvre pour, d'une part, engager le démantèlement de la centrale à charbon de Gardanne Meyreuil et d'autre part, pour demander au gouvernement d'adopter le principe d'un moratoire pour le pacte de territoire.

Cette décision ayant pour objet, notamment, d'arrêter immédiatement tous les projets nuisibles et dangereux prévus par le pacte de territoire et particulièrement ceux ayant fait l'objet d'une approche spécifique dans le courrier et dans la présente note que nous vous adressons.

Par ailleurs, nous vous confirmons notre demande d'organiser un débat public pour orienter les réflexions d'une étude globale et concertée d'aménagement durable et sans nuisance du territoire de Gardanne, Meyreuil et des communes avoisinantes situées sur le haut bassin de l'Arc.

Enfin nous vous sollicitons pour obtenir un rendez-vous afin d'explicitier nos arguments en défaveur de ce pacte de territoire.